

● (1510)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette, mais le temps de parole du député est épuisé. Une période de questions et d'observations est prévue cependant.

[Français]

M. Grisé: Monsieur le Président, puisque le député de Westmorland-Kent (M. Robichaud) prétend que le budget de notre gouvernement affectera l'industrie touristique, industrie qui je crois lui tient à cœur, comme à notre gouvernement également, et compte tenu que bon nombre de Canadiens, sinon la totalité, dépensent dans l'industrie touristique canadienne, est-il d'accord sur le fait que la création de 600,000 nouveaux emplois au Canada a un impact économique important et direct sur l'industrie touristique?

M. Robichaud: Monsieur le Président, je trouve curieux qu'on parle de cette création d'emplois—vous avez dit 600,000 emplois—et que toujours, lorsque je m'en vais au Nouveau-Brunswick, les gens me disent: «Eh bien, qui sont ces emplois-là? On ne les a pas vus les «jobs» encore».

Maintenant, quelle incidence que cela pourrait avoir sur l'industrie touristique? Cela aurait une grande incidence si seulement ces emplois étaient là. Mais seulement, ce que vous avez choisi de faire...

M. Grisé: 600,000.

M. Robichaud: ...et vous avez commencé en novembre pour continuer en mai pour nous arriver encore cette semaine avec des augmentations de taxes, vous avez fait que le coût de l'essence n'a cessé d'augmenter.

M. Grisé: Il a baissé.

M. Robichaud: L'automne dernier, on a invité les gens de l'industrie touristique à venir rencontrer le ministre d'État (Tourisme) (M. Murta) ici même, à Ottawa. Le ministre disait en fait que cela faisait partie de son processus de consultations, qu'il voulait avoir les suggestions de l'industrie. Alors... comment on pourrait aider l'industrie?

La première recommandation qui est ressortie de cette conférence portait sur les taxes. Et justement, l'industrie réclamait et, bien sûr, réclame encore plus que jamais une restructuration des taxes qui affecte cette industrie. Mais en aucun temps, les a-t-on écoutés.

On a tout simplement augmenté les taxes sur l'essence et sur l'alcool, et ce sont là deux choses qui contribuent à la perception que le Canada, c'est un pays cher à visiter, surtout pour nos amis du Sud. Mais on n'a jamais aidé cette industrie, et encore elle devra subsister malgré le gouvernement.

M. Clinch: Monsieur le Président, il me fait plaisir de prendre part à ce débat aujourd'hui. Le député de Westmorland-Kent (M. Robichaud) a parlé de la mauvaise gestion de ce gouvernement. Le plus gros poste des dépenses était l'intérêt à payer sur une dette publique en forte croissance. Lui, y connaît ça! Le député connaît ça très bien! Les frais d'intérêt sur la dette se multipliaient pour passer durant les années

Pouvoir d'emprunt—Loi

1974-1975 de 3.2 milliards à 22.5 milliards de dollars en 1984-1985. De 1980-1981 à 1984-1985, le coût des intérêts de la dette nationale a triplé...

Une voix: C'est épouvantable!

Une voix: C'est terrible!

M. Clinch: ...passant de 6 à 18 milliards de dollars.

Une voix: C'est effrayant!

M. Clinch: Comment le député peut-il parler de mauvaise gestion quand nous voyons les statistiques de l'ancienne administration que je viens d'illustrer, monsieur le Président.

M. Robichaud: Monsieur le Président, je peux parler de mauvaise gestion parce que nulle part dans les prévisions je vois des programmes qui viendront aider nos gens de l'Atlantique. Lorsqu'on parle de développement régional, cet outil dont on s'est servi chez nous pour créer des emplois, pour aider les industries, tout ce qu'on voit, c'est une diminution des fonds affectés à ces programmes, et on n'a prévu aucun autre mécanisme.

Dans le cas des pêches, et mon honorable collègue de Gloucester (M. Clinch) sait très bien que la pêche chez nous a besoin d'une aide du gouvernement, qu'elle ne peut pas subsister par elle-même parce qu'elle doit faire face à des conditions qui sont parfois très difficiles... Alors, qu'est-ce qu'on voit? On voit tout simplement une diminution de tous les programmes qui aidaient ce secteur, et il conviendra avec moi qu'il est un des secteurs les plus importants pour notre région.

[Traduction]

M. Jardine: Monsieur le Président, j'ai écouté mon collègue avec intérêt car nous venons de la même province et nos circonscriptions sont limitrophes. Nous nous partageons notamment le magnifique parc Kouchibouguac du Nouveau-Brunswick. J'ai donc été, je ne dirai pas ennuyé, mais profondément surpris de l'entendre mentionner la taxe sur l'alcool au moins cinq fois dans le cours de son exposé. C'est comme si le plus grand attrait de la pittoresque province du Nouveau-Brunswick était l'alcool à bon marché au lieu de ce splendide parc Kouchibouguac que nos circonscriptions se partagent. Il a affirmé par ailleurs que le budget ne proposait aucune aide au tourisme. Je lui demanderais dans ce cas-là son avis sur le Programme Entreprise Atlantique qui affecte un milliard de dollars au financement du secteur privé dans notre province et d'autres de la région de l'Atlantique. Le député n'en a pas dit un seul mot.

[Français]

M. Robichaud: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de la circonscription voisine, Northumberland-Miramichi (M. Jardine). Pour la première partie de sa question, lorsqu'il parle du prix de l'alcool... bien sûr, le prix de l'alcool, je l'ai dit, c'est un des facteurs qui contribuent à la perception que le pays était un endroit dispendieux à visiter. Lorsque les Américains viennent faire un tour dans la région et qu'ils veulent acheter quelque chose à boire, ils trouvent que notre boisson coûte excessivement cher.